

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup>, premier alinéa n'est pas applicable aux dispositions et aux instances visées dans l'accord de coopération du 7 avril 1998 entre l'Etat et la Communauté flamande en matière d'aide aux victimes, approuvé par la loi du 11 avril 1999 et par décret du 15 décembre 1998, dès lors que ce protocole d'accord est déjà d'application.

Bruxelles, le 5 juin 2009, en cinq exemplaires originaux.

Pour l'Etat :

Le Ministre de l'Intérieur,  
G. DE PADT

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

Pour la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,  
B. CEREXHE

Le Ministre chargé de l'Action sociale et de la Famille,  
E. KIR

Pour la Communauté flamande :

Le Ministre-Président,  
K. PEETERS

La Ministre de l'Aide sociale, de la Santé et de la Famille,  
Mme V. HEEREN

Pour la Communauté française :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Enfance,  
de l'Aide à la jeunesse et de la Santé  
Mme C. FONCK

Pour la Commission communautaire commune :

Le Ministre-Président,  
CH. PICQUE

Les Ministres de l'Aide aux Personnes,  
Mme E. HUYTEBROECK  
P. SMET

Annexe au protocole d'accord entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune en matière d'assistance aux victimes

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

Article 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent protocole d'accord, on entend par :

1° victime : la personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un préjudice, y compris une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, une souffrance morale ou une perte matérielle, directement causé par des actes ou des omissions qui enfreignent la législation pénale;

2° proche : ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif certain avec celle-ci;

3° assistance aux victimes : l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs, qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux;

4° politique en faveur des victimes : l'ensemble des actes d'administration de l'Etat et des Communautés en rapport avec l'assistance aux victimes;

5° assistance policière aux victimes : le service procuré aux victimes par la police au sein de laquelle la première prise en charge, l'accueil de la victime ainsi qu'une bonne information de base de la victime occupent une place centrale;

6° service d'assistance policière aux victimes : le service existant au sein de la police fédérale ou locale qui est responsable d'une part, de la sensibilisation et de la formation continue des fonctionnaires de police en matière d'assistance policière aux victimes, et d'autre part, de l'offre même d'assistance policière spécialisée aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux obligations légales en matière d'assistance aux victimes de chaque fonctionnaire de police individuellement;

7° accueil des victimes : l'assistance aux victimes dans les différentes phases de la procédure judiciaire;

**Art. 4.** Artikel 1, 1e lid is niet van toepassing op de voorzieningen en instanties die gevat zijn door het samenwerkingsakkoord van 7 april 1998 tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg, goedgekeurd bij wet van 11 april 1999 en bij decreet van 15 december 1998, gelet op het feit dat dit samenwerkingsakkoord reeds van toepassing is.

Brussel, 5 juni 2009, in vijf originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
G. DE PADT

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

Voor de Franse Gemeenschapscommissie :

De Ministre-Président,  
B. CEREXHE

De Minister bevoegd voor Sociale Acties en Gezin,  
E. KIR

Voor de Vlaamse Gemeenschap :

De Minister-Président,  
K. PEETERS

De Minister van Welzijn, Gezondheid en Gezin,  
Mevr. V. HEEREN

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-Président,  
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,  
Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid  
Mevr. C. FONCK

Voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :

De Ministre-Président,  
CH. PICQUE

De Ministers Bijstand aan Personen,  
Mevr. E. HUYTEBROECK  
P. SMET

Bijlage bij het protocolakkoord tussen de Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie inzake slachtofferzorg

#### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit protocolakkoord, wordt verstaan onder :

1° slachtoffer : de natuurlijke persoon, evenals zijn na(ast)bestaanden, die als direct gevolg van handelen of nalaten in strijd met de strafwetgeving schade heeft geleden, met inbegrip van een lichamelijk of geestelijk letsel, een psychisch lijden of een economisch verlies;

2° na(ast)bestaande : de rechthebbende van het slachtoffer of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met het slachtoffer;

3° slachtofferzorg : de hulp- en dienstverlening in de breedste betekenis, die vanuit de verschillende maatschappelijke sectoren, hetzij politieel, justitieel, sociaal of medisch, aan slachtoffers wordt geboden;

4° slachtofferbeleid : het geheel van bestuursdaden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in verband met de slachtofferzorg;

5° politionele slachtofferbejegening : de dienstverlening aan slachtoffers door de politie, waarbij de eerste opvang en het onthaal van het slachtoffer evenals het verstrekken van een goede basisinformatie aan het slachtoffer centraal staan;

6° dienst politionele slachtofferbejegening : de dienst binnen de federale of de lokale politie die instaat, enerzijds, voor de sensibilisering en permanente vorming van politieambtenaren inzake politionele slachtofferbejegening en, anderzijds, voor het bieden van deze gespecialiseerde slachtofferbejegening, zonder evenwel afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke individuele politieambtenaar;

7° slachtofferonthaal : de bijstand aan slachtoffers in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure;

8° service d'accueil des victimes : le service de la maison de justice qui, aussi bien pendant l'enquête judiciaire que pendant l'exécution de la peine, fournit aux victimes et proches une information spécifique dans un dossier individuel et qui offre ou organise le soutien nécessaire lors des moments difficiles sur le plan émotionnel pendant la procédure judiciaire;

9° aide aux victimes : - l'aide sociale et l'accompagnement psychologique prodigués aux victimes et proches par les services d'aide sociale aux justiciables agréés et subventionnés par la Commission communautaire française;

- l'aide et le service procurés aux victimes par les centres autonomes d'aide sociale générale agréés et subventionnés par la Communauté flamande;

10° services d'aide : les services d'aide sociale aux justiciables agréés et subventionnés par la Commission communautaire française et prodigués de l'aide aux victimes et proches ainsi que les centres autonomes d'aide sociale générale agréés et subventionnés par la Communauté flamande ayant comme mission complémentaire l'aide aux victimes;

11° centre d'accueil : un centre où l'accueil résidentiel immédiat des victimes est possible;

12° centre de confiance pour enfants maltraités : un centre agréé par la Communauté flamande qui, entre autres, sert d'antenne en matière de maltraitance à l'égard des enfants, assure le premier accueil, établit un diagnostic et renvoie éventuellement à l'aide appropriée;

13° équipe «S.O.S.-Enfants» : le service pluridisciplinaire, agréé par la Communauté française, spécialisé dans le dépistage et la prise en charge des situations de maltraitance d'enfants, qui a pour objet d'apporter une aide appropriée à l'enfant victime ou en situation de risque de maltraitance;

14° service public ou privé de l'aide à la jeunesse : le service visé à l'article 31 ou 43 du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, chargé d'apporter, sous la responsabilité du conseiller, une aide spécialisée au jeune victime de maltraitance.

## CHAPITRE II. — *Objectif*

Art. 2. Le présent protocole d'accord vise une coopération structurelle en matière d'assistance aux victimes entre les services compétents du Service public fédéral Intérieur, du Service public fédéral Justice, de la Communauté française, la Commission communautaire française, la Commission communautaire commune, la Communauté flamande et les services d'aide qu'ils organisent et agréent.

Cette coopération structurelle est nécessaire pour aboutir à une assistance et à un service de qualité en faveur des victimes. Une assistance aux victimes optimale et bien développée doit limiter et réparer dans la mesure du possible toutes les conséquences de la victimisation.

## CHAPITRE III. — *Compétences et missions*

Art. 3. L'Etat est compétent pour :

1° la politique non judiciaire en matière de police et de sécurité et en particulier l'assistance policière aux victimes;

2° la politique criminelle, en particulier la politique judiciaire en faveur des victimes. Dans ce cadre, l'Etat garantit les droits de la victime au sein de la procédure judiciaire, dont l'accueil des victimes.

Art. 4. § 1<sup>er</sup>. La Commission communautaire française a principalement pour mission, via les services d'aide, d'offrir une aide sociale et un accompagnement psychologique destinés à soutenir les personnes qui sont confrontées aux conséquences directes et indirectes de l'infraction et de la victimisation.

§ 2. La Communauté française est compétente, via les services publics ou privés d'aide à la jeunesse et les équipes «SOS-Enfants», pour apporter une aide appropriée aux enfants victimes de toute forme de maltraitance et à leur milieu de vie.

§ 3. La Communauté flamande est compétente pour l'aide aux personnes, notamment pour l'aide aux victimes. Dans ce cadre, elle agréé et subventionne, dans une approche sociale, des services afin d'offrir aux victimes une aide et un service sérieux et de qualité.

§ 4. La Commission communautaire commune est compétente pour les matières personnalisables qui s'adressent soit aux personnes soit aux institutions n'appartenant pas exclusivement à une communauté.

8° dienst slachtofferonthaal : de dienst van het justitiehuis, die zowel tijdens het gerechtelijk onderzoek als tijdens de strafuitvoering, specifieke informatie verstrekt aan slachtoffers en na(ast)bestaanden in een individueel dossier en die de nodige bijstand verleent of organiseert op emotioneel moeilijke momenten tijdens de gerechtelijke procedure;

9° slachtofferhulp : - sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van slachtoffers en na(ast)bestaanden die wordt verleend door de diensten slachtofferhulp erkend en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie;

- hulp- en dienstverlening aan de slachtoffers die wordt verleend door de autonome centra voor algemeen welzijnswerk erkend en gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap;

10° hulpverleningsdiensten : de diensten «d'aide sociale aux justiciables» erkend en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschapscommissie die hulp verlenen aan slachtoffers en na(ast)bestaanden alsook de autonome centra voor algemeen welzijnswerk erkend en gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap met als bijkomende taak slachtofferhulp;

11° opvangcentrum : een centrum voor algemeen welzijnswerk waarbinnen de onmiddellijke residentiële opvang van slachtoffers mogelijk is;

12° vertrouwenscentrum kindermishandeling : een centrum erkend door de Vlaamse Gemeenschap dat onder meer fungeert als meldpunt voor kindermishandeling en dat instaat voor de eerste opvang, de diagnose en voor de eventuele doorverwijzing naar de gepaste hulpverlening;

13° team «S.O.S.-Enfants» : de multidisciplinaire dienst, erkend door de Franse Gemeenschap, gespecialiseerd in het vaststellen en het behandelen van gevallen van kindermishandeling, die een aangepaste hulp wil bieden aan het kind als slachtoffer of in geval van gevaar voor mishandeling;

14° publieke of private dienst «aide à la jeunesse» : de dienst, bedoeld in het artikel 31 of 43 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende hulpverlening aan jongeren, die belast is met het verlenen van gespecialiseerde hulp aan jongeren die slachtoffer zijn van mishandeling, onder de verantwoordelijkheid van een aangestelde adviseur.

## HOOFDSTUK II. — *Doelstelling*

Art. 2. Dit protocolakkoord beoogt een structurele samenwerking inzake slachtofferzorg tussen de bevoegde diensten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, de Federale Overheidsdienst Justitie, de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschap en de door hen erkende en gesubsidieerde hulpverleningsdiensten.

Deze structurele samenwerking is noodzakelijk in functie van een kwaliteitsvolle zorg- en dienstverlening aan slachtoffers. Een optimale en goed uitgebouwde slachtofferzorg moet alle gevolgen van het slachtofferschap in de mate van het mogelijke beperken en herstellen.

## HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheden en opdrachten*

Art. 3. De Staat is bevoegd voor :

1° het niet-justitiële beleid inzake politie en veiligheid en in het bijzonder de politionele slachtofferbejegening;

2° het strafrechtelijk beleid en in het bijzonder het gerechtelijk slachtofferbeleid. In dat kader waarborgt de Staat de rechten van het slachtoffer binnen de gerechtelijke procedure, waaronder slachtofferonthaal.

Art. 4. § 1. De Franse Gemeenschapscommissie heeft hoofdzakelijk als opdracht om, via de hulpverleningsdiensten, sociale hulp en psychologische begeleiding te bieden aan personen die worden geconfronteerd met de rechtstreekse of onrechtstreekse gevolgen van de inbreuk en van het slachtofferschap.

§ 2. De Franse Gemeenschap is bevoegd om, via de publieke of private dienst «aide à la jeunesse» en de teams «SOS-Enfants», aangepaste hulpverlening te bieden aan kinderen die slachtoffer zijn van elke vorm van mishandeling en aan hun leefomgeving.

§ 3. De Vlaamse Gemeenschap is bevoegd voor de bijstand aan personen, met name voor de slachtofferhulp. In dat kader erkent en subsidieert zij voorzieningen om vanuit een welzijnsgerichte benadering een degelijke en kwaliteitsvolle hulp- en dienstverlening aan slachtoffers te bieden.

§ 4. De Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie is bevoegd voor de persoonsgebonden materies die zich richten hetzij tot personen hetzij tot instellingen die niet specifiek tot een gemeenschap behoren.

## CHAPITRE IV. — Engagements

Art. 5. Toute personne qui entre en contact avec des demandeurs d'aide doit respecter leurs convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses et est tenue de respecter le secret professionnel.

Art. 6. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 1° du présent protocole d'accord, en exécution de l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et des instructions qui s'en sont suivies, l'Etat s'engage à :

1° prendre les mesures de sorte que les intérêts de la victime soient reconnus de la manière suivante :

1. mettre à disposition des services de police les conditions matérielles adéquates pour l'accueil, la première prise en charge et l'audition des victimes;

2. fournir aux victimes l'information nécessaire à propos de leurs droits au sein de la procédure judiciaire, du déroulement de la procédure pénale, de la déclaration de personne lésée et de la constitution de partie civile et des possibilités de renvoi vers les services d'aide;

3. veiller à ce que les victimes puissent faire acter dans le procès-verbal l'information nécessaire concernant le dommage matériel et immatériel subi ainsi que leur souhait d'être plus amplement informées;

4. les fonctionnaires de police peuvent dans ce cadre être assistés par un service d'assistance policière aux victimes;

2° développer une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes à l'intention de tous les fonctionnaires de police, entre autres en assurant la formation interne par l'intermédiaire du service d'assistance policière aux victimes du corps de police;

3° prévoir, au niveau de la Police fédérale, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral, local que communautaire;

Art. 7. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 2° du présent protocole d'accord et vu l'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale, l'Etat s'engage à :

1° prendre les mesures nécessaires de manière à ce que les intérêts de la victime soient reconnus et que celle-ci puisse être partie à la procédure judiciaire;

2° mener une politique qui tend à un traitement correct et consciencieux des victimes. Dans le cadre de cette politique, il fournit à celles-ci la garantie qu'elles reçoivent l'information concernant leur position au sein de la procédure judiciaire, le déroulement de la procédure pénale, l'exécution éventuelle de la peine par l'auteur des faits et les possibilités d'obtenir réparation du dommage subi. Les membres du personnel des parquets et des tribunaux ainsi que des maisons de justice fournissent cette information;

3° optimiser les possibilités offertes à la victime d'obtenir réparation du dommage matériel et immatériel subi;

4° organiser une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes à destination de la magistrature et du personnel des tribunaux et des parquets;

5° favoriser l'uniformité de la politique en faveur des victimes au sein de l'ordre judiciaire via le Collège des Procureurs généraux. Dans ce but, un membre du Collège est spécifiquement chargé de la politique judiciaire en faveur des victimes;

6° prévoir, au niveau du Service public fédéral Justice, au sein de la Direction générale Maisons de Justice, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4, § 1<sup>er</sup> du présent protocole d'accord, la Commission communautaire française s'engage à :

1° transmettre aux services de police les informations sur les services d'aide agréés dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles;

2° fournir aux personnes de contact visées à l'article 6, 3° et à l'article 7, 6°, les adresses des services visés à l'article 1, 10° et 11°, désignés par la Commission communautaire française ainsi que tout changement d'adresse;

## HOOFDSTUK IV. — Verbintenissen

Art. 5. Elke persoon die in contact treedt met hulpvragers dient hun ideologische, filosofische of religieuze overtuigingen te respecteren en is ertoe gehouden het beroepsgeheim te respecteren.

Art. 6. In het kader van zijn bevoegdheid, bedoeld in artikel 3, 1° van dit protocolakkoord en in uitvoering van art. 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt en de daaraan gekoppelde onderrichtingen, verbindt de Staat er zich toe :

1° de maatregelen te nemen opdat de belangen van het slachtoffer van een misdrijf als volgt worden erkend :

1. de politiediensten te voorzien van de geschikte materiële omstandigheden voor het onthaal, de eerste opvang en het verhoor van slachtoffers;

2. aan slachtoffers de nodige informatie te verstrekken over hun rechten in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de verklaring benadeelde persoon en de burgerlijke partijstelling en de mogelijkheden tot doorverwijzing naar de hulpverleningsdiensten;

3. ervoor te zorgen dat slachtoffers de nodige informatie kunnen laten opnemen in het proces-verbaal over de geleden materiële en immateriële schade alsook over hun verzoek om uitvoerig op de hoogte te worden gehouden;

4. de politieambtenaren kunnen hierin worden bijgestaan door een dienst politionele slachtofferbejegening;

2° een gepaste en permanente opleiding te voorzien inzake slachtofferbejegening voor alle politieambtenaren o.a. door de dienst politionele slachtofferbejegening van het korps in te schakelen bij de interne vorming;

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien op het niveau van de Federale Politie, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en een samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal, lokaal als gemeenschapsniveau, te bevorderen;

Art. 7. In het kader van zijn bevoegdheid, bedoeld in artikel 3, 2° van dit protocolakkoord en gelet op artikel 3bis van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, verbindt de Staat er zich toe :

1° de nodige maatregelen te nemen opdat de belangen van het slachtoffer worden erkend en opdat het slachtoffer partij kan zijn binnen de gerechtelijke procedure;

2° een beleid te voeren dat streeft naar een zorgvuldige en correcte bejegening van slachtoffers. In het kader van dit beleid wordt aan slachtoffers de waarborg gegeven dat zij informatie krijgen over hun positie in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de mogelijke strafuitvoering door de dader van de feiten en de mogelijkheden om herstel te bekomen van de geleden schade. De personeelsleden van parketten en rechtbanken, alsook van de justitiehuizen verstrekken deze informatie;

3° de mogelijkheden te optimaliseren die het slachtoffer kan aanwenden om herstel te bekomen van geleden materiële en immateriële schade;

4° een gepaste en permanente opleiding inzake slachtofferzorg te organiseren voor de magistratuur en voor het personeel van rechtbanken en parketten;

5° via het College van Procureurs-generaal een uniform slachtofferbeleid binnen de rechterlijke orde te bevorderen. Daartoe wordt een lid van dat College specifiek belast met het gerechtelijk slachtofferbeleid;

6° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien op het niveau van de Federale Overheidsdienst Justitie, binnen het Directoraat-generaal Justitiehuizen, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen.

Art. 8. § 1. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 4, § 1 van dit protocolakkoord, verbindt de Franse Gemeenschapscommissie er zich toe :

1° de informatie over de erkende hulpverleningsdiensten in het gerechtelijk arrondissement van Brussel over te maken aan de politiediensten;

2° de adressen van de door de Franse Gemeenschapscommissie aangewezen voorzieningen bedoeld in artikel 1, 10° en 11°, te bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 6, 3° en artikel 7, 6°, evenals elke adreswijziging;

3° prévoir une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire.

§ 2. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4, § 3, la Communauté flamande s'engage à :

1° transmettre aux services de police les informations sur les services d'aide agréés dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles;

2° fournir aux personnes de contact visés à l'article 6, 3° et à l'article 7, 6° les adresses des services visés à l'article 1, 10°, 11° et 12° désignés par la Communauté flamande ainsi que tout changement d'adresse;

3° prévoir une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire

§ 3. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4, § 2, la Communauté française s'engage à prévoir une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire.

§ 4. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4, § 4, la Commission communautaire commune s'engage à :

1° prévoir une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire;

2° veiller à assurer une collaboration entre les Communautés et les Commissions communautaires compétentes en matière de santé et d'aide aux personnes;

3° fournir aux personnes de contact visées à l'article 6, 3° et à l'article 7, 6° les adresses des services visés à l'article 1, 11° désignés par la Commission communautaire commune ainsi que tout changement d'adresse.

Art. 9. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application des articles 6 à 8 du présent protocole d'accord, les parties prennent, en ce qui concerne la collaboration et le renvoi, les engagements décrits aux paragraphes suivants.

§ 2. L'Etat s'engage à ce que les services de police :

1° informent toutes victimes de l'existence des services d'aide aux victimes, de leurs missions et de leurs coordonnées. Cette information est systématique et devra se réaliser par un document écrit ad hoc;

2° proposent systématiquement aux victimes d'actes de violence ainsi qu'à celles ayant été confrontées à l'auteur, un formulaire de renvoi direct selon le schéma suivant :

1. au moment du constat ou de la déposition, le service de police complète un formulaire de renvoi, suivant le modèle ci-joint (n'ayant qu'une valeur indicative), signifiant le souhait de la victime d'être contactée par le service d'aide aux victimes;

2. le service de police transmet le formulaire dans les plus brefs délais au service d'aide aux victimes;

3. en cas d'extrême urgence et avec l'accord de la victime, le service de police prend contact par téléphone avec le service d'aide aux victimes;

3° mettent les victimes qui ont besoin d'un accueil résidentiel immédiat, de préférence directement, en contact avec un centre d'accueil résidentiel adéquat;

4° renvoient les mineurs victimes de maltraitances vers les services publics ou privés de l'aide à la jeunesse ou les équipes «S.O.S.-Enfants»;

5° renvoient un mineur victime de maltraitance intra-familiale ou de violence sexuelle intra-familiale vers le centre de confiance pour enfants maltraités, avec l'accord du mineur ou de son représentant;

6° mentionnent l'offre de renvoi de la victime dans le procès-verbal mais n'indiquent pas la décision de la victime;

7° orientent, lorsqu'un service d'assistance policière aux victimes est intervenu, les victimes ayant besoin d'une aide psychosociale vers les services d'aide aux victimes, après avoir accompli sa mission de premier accueil.

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen.

§ 2. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 4, § 3, verbindt de Vlaamse Gemeenschap er zich toe :

1° de informatie over de erkende hulpverleningsdiensten in het gerechtelijk arrondissement van Brussel over te maken aan de politiediensten;

2° de adressen van de door de Vlaamse Gemeenschap aangewezen voorzieningen bedoeld in artikel 1, 10° 11° en 12°, te bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 6, 3° en artikel 7, 6° evenals elke adreswijziging;

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen.

§ 3. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 4, § 2, verbindt de Franse Gemeenschap zich ertoe : een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen.

§ 4. In het kader van de bevoegdheid, bedoeld in artikel 4, § 4, verbindt de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie er zich toe :

1° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschapsniveau, te bevorderen;

2° Zorgen voor een samenwerking tussen de Gemeenschappen en de Gemeenschapscommissies bevoegd inzake gezondheid en hulpverlening aan personen;

3° de adressen van de door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie aangewezen voorzieningen bedoeld in artikel 1, 11°, te bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 6, 3° en artikel 7, 6° evenals elke adreswijziging.

Art. 9. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 6 tot en met 8 van dit protocolakkoord nemen de partijen, voor wat betreft de samenwerking en de verwijzing, de verplichtingen op zich, bedoeld in de volgende paragrafen.

§ 2. De Staat verbindt er zich toe dat de politiediensten :

1° alle slachtoffers informeren over het bestaan van de hulpverleningsdiensten, hun opdrachten en hun gegevens. Deze informatie wordt systematisch en via een hiertoe opgesteld formulier verstrekt;

2° aan slachtoffers van gewelddaden en aan slachtoffers die geconfronteerd werden met de dader, systematisch een formulier van rechtstreekse verwijzing voorleggen volgens het volgende schema :

1. op het moment van de vaststelling van de feiten of de klachtneerlegging, vult de politiedienst een verwijsformulier in, volgens model in bijlage (dat slechts een indicatieve waarde heeft), dat de wens van het slachtoffer uitdrukt om door de hulpverleningsdiensten te worden gecontacteerd;

2. de politiedienst maakt het formulier zo snel mogelijk over aan de hulpverleningsdienst;

3. in geval van hoogdringendheid en mits toestemming van het slachtoffer, neemt de politiedienst telefonisch contact op met de hulpverleningsdienst.

3° slachtoffers die onmiddellijk residentiële opvang nodig hebben, bij voorkeur rechtstreeks in contact brengen met een gepast residentieel opvangcentrum;

4° minderjarige slachtoffers van mishandeling verwijzen naar de publieke of private dienst «aide à la jeunesse» of het team «S.O.S.-Enfants»;

5° minderjarige slachtoffers van intrafamiliale mishandeling of intrafamiliaal seksueel geweld verwijzen naar het vertrouwenscentrum voor mishandelde kinderen, met het akkoord van de minderjarige of zijn vertegenwoordiger;

6° het aanbod tot verwijzing van het slachtoffer vermelden in het proces-verbaal. De beslissing van het slachtoffer wordt echter niet vermeld;

7° indien een dienst politionele slachtofferbejegening is tussengekomen, de slachtoffers die nood hebben aan psychosociale hulp, verwijzen naar de hulpverleningsdiensten, nadat ze hun opdracht van eerste opvang hebben vervuld.



§ 3. Le magistrat du parquet ou le juge d'instruction peuvent faire appel au service d'accueil des victimes.

L'Etat veillera à ce que les victimes qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, soient informées de l'existence des services d'aide aux victimes, de leurs missions et de leurs coordonnées.

Aux victimes d'actes de violence ainsi qu'à celles ayant été confrontées à l'auteur, qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, le personnel du parquet ou du tribunal proposera au moins d'être renvoyées vers un service d'aide aux victimes, vers le service de l'aide à la jeunesse, vers l'équipe SOS-Enfants ou vers un centre d'accueil résidentiel.

§ 4. La Commission communautaire française et la Communauté flamande s'engagent à ce que les services d'aide aux victimes :

1° prennent, dans les plus brefs délais, l'initiative de contacter les victimes renseignées sur le formulaire de renvoi reçu des services de police;

2° assurent le suivi du dossier à l'égard du service de police ayant procédé au renvoi direct, suivant le modèle ci-joint (celui-ci n'ayant qu'une valeur indicative);

3° réorientent les victimes qui le nécessitent vers une solution appropriée.

#### CHAPITRE V. — Structures de concertation

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Le Forum national pour une politique en faveur des victimes constitue une plate-forme de concertation pour les représentants des ministres compétents et des services de l'Etat, des Communautés et Régions, et de tous les services et instances concernés par l'assistance aux victimes.

§ 2. Le Forum a pour mission de :

1° promouvoir la collaboration et la concertation entre les services de l'Etat et ceux des Communautés et Régions, de même qu'avec le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes visé à l'article 11 et tous les services et instances concernés par l'assistance aux victimes;

2° de sa propre initiative ou à la demande des ministres compétents, fournir à ces derniers un avis au sujet de toute question ayant un intérêt pour le développement de la politique en faveur des victimes;

3° évaluer l'application du présent protocole d'accord et en faire rapport aux ministres compétents.

Art. 11. § 1<sup>er</sup>. Il existe, pour l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes qui se réunit au minimum deux fois par an.

§ 2. Le conseil d'arrondissement a pour mission de :

1° concrétiser et implanter les dispositions prises dans le présent protocole d'accord en vue d'une assistance aux victimes intégrale, et ce en tenant compte, d'une part, de la situation spécifique de la région et d'autre part, des besoins des victimes;

2° soutenir et suivre la collaboration entre les services compétents de l'Etat et ceux de la Commission communautaire française, de la Communauté française, de la Communauté flamande et de la Commission communautaire commune, entre autres en proposant et développant les mesures de politique nécessaires;

3° rapporter aux autorités compétentes les difficultés qui se posent dans le cadre de la politique en faveur des victimes et proposer de possibles améliorations.

§ 3. Le conseil d'arrondissement est composé au moins :

1° du procureur du Roi et/ou du magistrat de liaison;

2° d'un représentant des services d'aide agréé par la Commission communautaire française, d'un représentant des services agréés par la Communauté flamande et pour la Communauté française, d'un représentant des services publics ou privés de l'aide à la jeunesse et des services SOS enfants;

3° des chefs de corps des zones de police ou de leur représentant, éventuellement accompagné(s) d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes;

4° du directeur-coordonateur de la police fédérale ou de son représentant;

5° d'un représentant du barreau;

6° du directeur de la maison de justice de l'arrondissement;

7° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes;

§ 3. De parketmagistraat of de onderzoeksrechter kunnen beroep doen op de dienst slachtofferonthaal.

De Staat zal erop toezien dat de slachtoffers die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden, geïnformeerd worden over het bestaan van de hulpverleningsdiensten, hun opdrachten en hun gegevens.

Aan de slachtoffers van gewelddaden en aan slachtoffers die met de dader geconfronteerd werden, en die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden, zal het personeel van het parket of van de rechtbank tenminste voorstellen om te worden verwezen naar een hulpverleningsdienst, naar de dienst «aide à la jeunesse», naar het team «SOS-Enfants» of naar een residentieel opvangcentrum.

§ 4. De Franse Gemeenschapscommissie en de Vlaamse Gemeenschap verbinden er zich toe dat de hulpverleningsdiensten :

1° zo snel mogelijk contact opnemen met de slachtoffers die vermeld staan op de van de politiediensten ontvangen verwijfsformulieren;

2° feedback geven aan de politionele diensten die rechtstreeks hebben verwezen, volgens het hierbij gevoegde model (dat slechts een indicatieve waarde heeft);

3° de slachtoffers die er nood aan hebben, verwijzen naar een gepaste oplossing.

#### HOOFDSTUK V. — Overlegstructuren

Art. 10. § 1. Het Nationaal Forum voor slachtofferbeleid vormt een overlegplatform voor de vertegenwoordigers van de bevoegde ministers en diensten van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, en van alle instanties en diensten die bij de slachtofferzorg betrokken zijn.

§ 2. Het Forum heeft als opdracht :

1° de samenwerking en het overleg te bevorderen tussen de diensten van de Staat, en die van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook met de arrondissementele raad voor slachtofferbeleid, bedoeld in artikel 11, en alle instanties en diensten die betrokken zijn bij de slachtofferzorg;

2° op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde ministers, hen advies te verstrekken over elke aangelegenheid die van belang is voor de ontwikkeling van het slachtofferbeleid;

3° de toepassing van dit protocolakkoord te evalueren en hierover te rapporteren aan de bevoegde ministers.

Art. 11. § 1. Er bestaat voor het gerechtelijk arrondissement Brussel een arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid, die minstens tweemaal per jaar bijeenkomt.

§ 2. De arrondissementele raad heeft als opdracht :

1° de in het protocolakkoord opgenomen bepalingen te concretiseren en te implementeren in functie van een integrale slachtofferzorg, rekening houdend, enerzijds, met de specifieke situatie van de regio en, anderzijds, met de noden van de slachtoffers;

2° de samenwerking tussen de bevoegde diensten van de Staat en die van de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie te ondersteunen en op te volgen, o.m. door de nodige beleidsmaatregelen voor te stellen en uit te werken;

3° moeilijkheden die zich voordoen m.b.t. het slachtofferbeleid te rapporteren aan de bevoegde overheden en mogelijke verbeteringen voor te stellen.

§ 3. De arrondissementele raad is minimaal samengesteld uit :

1° de procureur des Konings en/of de verbindingsmagistraat;

2° een vertegenwoordiger van de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende hulpverleningsdiensten, een vertegenwoordiger van een door de Vlaamse Gemeenschap erkende diensten en voor de Franse Gemeenschap, een vertegenwoordiger van de publieke of private diensten «aide à la jeunesse» en van de teams «SOS-Enfants»;

3° de korpschefs van de politiezones of hun vertegenwoordiger, eventueel vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;

4° de directeur-coördinator van de federale politie of zijn vertegenwoordiger,

5° een vertegenwoordiger van de balie;

6° de directeur van het justitiehuis van het arrondissement;

7° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal;

8° selon l'objet des réunions, de tout autre service, invité par le président.

§ 4. Les membres du conseil d'arrondissement élisent tous les deux ans un président et un vice-président. L'assistant de justice n'est pas éligible.

§ 5. Le secrétariat du conseil d'arrondissement est assuré à tour de rôle.

Art. 12. § 1<sup>er</sup>. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes peut établir une ou plusieurs équipes psychosociales d'assistance aux victimes. Les membres de l'équipe psychosociale déterminent entre eux la fréquence de leurs réunions.

§ 2. L'équipe psychosociale a pour mission de :

1° dans la ligne de ce protocole d'accord, régler la collaboration et la répartition des tâches au sein de l'équipe psychosociale et avec d'autres services et personnes qui apportent une contribution à l'assistance individuelle aux victimes dans le champ territorial de l'équipe psychosociale;

2° informer et conseiller le conseil d'arrondissement de la mission de ce conseil d'arrondissement telle que définie à l'article 11, § 2, du présent protocole d'accord.

§ 3. L'équipe psychosociale est composée au moins :

1° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes;

2° d'un membre du personnel d'un service d'assistance policière aux victimes;

3° d'un membre du personnel d'un service d'aide aux victimes.

Le secrétariat de l'équipe est assuré à tour de rôle.

8° enige andere dienst, naargelang het onderwerp van de vergadering, uitgenodigd door de voorzitter.

De leden van de arrondissementele raad kiezen tweemaal een voorzitter en ondervoorzitter. De justitieassistent is niet verkiesbaar.

§ 5. Het secretariaat van de arrondissementele raad wordt waargenomen bij beurtrol.

Art. 12. § 1. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid kan één of meerdere welzijnsteams slachtofferzorg oprichten. De leden van het welzijnsteam bepalen onderling de frequentie van hun vergaderingen.

§ 2. Het welzijnsteam heeft als opdracht :

1° binnen de lijnen van dit protocolakkoord, de samenwerking en taakverdeling te regelen in het welzijnsteam en met andere diensten en personen die een bijdrage leveren aan de individuele slachtofferzorg binnen het territoriale werkingsgebied van het welzijnsteam;

2° de arrondissementele raad te informeren en te adviseren over de opdracht van deze arrondissementele raad zoals bepaald in artikel 11, § 2 van huidig protocolakkoord.

§ 3. Het welzijnsteam is minimaal samengesteld uit :

1° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal;

2° een personeelslid van een dienst voor politionele slachtofferbejegening;

3° een personeelslid van een hulpverleningsdienst.

Het secretariaat van het team wordt waargenomen bij beurtrol.

#### Annexe A. — Formulaire de renvoi vers le service d'aide aux victimes

Je soussigné(e), .....  
autorise le service d'aide aux victimes de l'arrondissement judiciaire  
de ..... à me contacter au sujet de ma plainte  
relative à .....  
Adresse : .....  
Numéro de téléphone : .....  
Verbalisant : .....  
Numéro de PV : .....  
Service de police : .....  
Date du dépôt de plainte : .....  
Signature de la victime et date :  
.....  
Formulaire à envoyer par le service de police au service d'aide aux victimes

#### Annexe B. — Suivi du service d'aide aux victimes

1. Nom de la personne qui a contacté la victime :  
.....  
Fonction .....  
Numéro de téléphone : .....  
2. La victime a été contactée\*  
N'a pas pu être contactée\*  
(motif) .....  
.....  
.....  
Salutations les meilleures,  
Date Cachet Signature

\* Biffez ce qui ne convient pas

Formulaire à adresser au service de police avec copie du formulaire de renvoi initial.

## Bijlage A. — Verwijsformulier naar dienst slachtofferhulp

Ik, ondertekende .....  
 machtig de dienst slachtofferhulp van het gerechtelijk arrondissement  
 van ..... mij te contacteren betreffende mijn klacht  
 aangaande .....  
 Adres : .....  
 Telefoonnummer : .....  
 Verbalisant : .....  
 Nummer van het PV : .....  
 Politiedienst : .....  
 Datum van klachtneerlegging : .....

Handtekening van het slachtoffer en datum :  
 .....

Formulier te verzenden door de politiedienst naar de dienst slachtofferhulp

## Bijlage B. — Follow-up van de dienst slachtofferhulp

Naam van de persoon die contact heeft opgenomen met het slachtoffer :  
 .....

Functie .....  
 Telefoonnummer : .....

2. Het slachtoffer werd gecontacteerd\*  
 Het slachtoffer kon niet bereikt worden\*  
 (reden) .....

Met de meeste hoogachting,  
 Datum

Stempel

Handtekening

\* Schrapen wat niet past

Formulier moet worden bezorgd aan de politiedienst, met een kopie van het oorspronkelijk verwijsformulier.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE, SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR, MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE ET SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2516

[C — 2009/00448]

5 JUNI 2009. — Protocole d'accord entre l'Etat, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes

Considérant que les compétences en matière d'assistance aux victimes sont réparties entre l'Etat et les Communautés;

Considérant qu'une coopération structurelle entre l'Etat, la Communauté française et la Région wallonne est nécessaire pour aboutir à une assistance et à un service de qualité en faveur des victimes;

Considérant qu'une assistance aux victimes optimale et bien développée doit limiter et réparer dans la mesure du possible toutes les conséquences de la victimisation;

Considérant que le Forum National pour une politique en faveur des victimes plaide en faveur de la conclusion d'un accord de coopération afin d'atteindre une collaboration optimale entre l'assistance policière aux victimes, l'accueil des victimes et l'aide aux victimes;

Les parties signataires conviennent ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'attente de la finalisation d'un accord de coopération, le présent protocole d'accord organise à titre transitoire la collaboration entre les parties, en appliquant les dispositions du document annexé.

Les parties signataires souhaitent qu'un accord de coopération soit conclu dans les 18 mois du présent protocole. A cette fin un groupe de travail, comprenant les représentants des parties signataires et leur administration, sera invité à se réunir à l'initiative du Forum National.

**Art. 2.** Le présent protocole d'accord n'a aucune implication budgétaire nouvelle, dans la mesure où il vise à articuler des dispositifs existants.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE, FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN, MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP EN WAAELSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2516

[C — 2009/00448]

5 JUNI 2009. — Protocolakkoord tussen de Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg

Overwegende dat de bevoegdheden met betrekking tot slachtofferzorg verdeeld zijn tussen de Staat en de Gemeenschappen;

Overwegende dat een structurele samenwerking tussen de Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest noodzakelijk is om tot een kwaliteitsvolle zorg- en dienstverlening aan slachtoffers te komen;

Overwegende dat een optimale en goed uitgebouwde slachtofferzorg alle gevolgen van het slachtofferschap in de mate van het mogelijke moet beperken en herstellen.

Overwegende dat het Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid pleit voor de afsluiting van een samenwerkingsakkoord teneinde een optimale samenwerking te bereiken tussen politionele slachtofferbejegening, slachtofferonthaal en slachtofferhulp;

De ondertekenende partijen komen overeen wat volgt :

**Artikel 1.** In afwachting van de afsluiting van een samenwerkingsakkoord, regelt dit protocolakkoord bij wijze van overgangsmaatregel de samenwerking tussen de partijen, door de bepalingen in het bijgevoegde document toe te passen.

De ondertekenende partijen wensen dat er een samenwerkingsakkoord wordt afgesloten binnen de 18 maanden na ondertekening van dit protocolakkoord. Hiertoe zal een werkgroep, bestaande uit de vertegenwoordigers van de ondertekenende partijen en hun administratie, verzocht worden bijeen te komen op initiatief van het Nationaal Forum.

**Art. 2.** Dit protocolakkoord heeft geen enkele nieuwe weerslag op de begroting, aangezien het de reeds bestaande voorzieningen betreft.